

Universalisme ? Mais quel universalisme ?

Dans les débats actuels sur les réunions en non-mixité de l'Unef, l'universalisme a régulièrement été invoqué. En précisant universalisme républicain, faisant ainsi références aux principes de liberté, égalité, fraternité des individus en ajoutant, pour faire bonne mesure, la laïcité. Bref on a là les principes d'un idéal universel, républicain bien entendu.

Le problème est que justement c'est un idéal, c'est-à-dire un discours sur un horizon de normes abstraites : les conditions concrètes de la réalisation de cet idéal sont délibérément ignorées. Alors que l'émancipation est la suppression de dominations réelles.

Faut-il oublier qu'au nom de cet universalisme les langues régionales sont restées longtemps interdites ? Ou qu'aux Antilles et ailleurs « nos ancêtres étaient les gaulois » ? Ce faux universalisme est une injonction à se conformer à la norme « gauloise ». Comment expliquer que la capitale du Royaume Uni, Londres, est dirigée par un maire d'origine pakistanaise ? Que Rotterdam a eu un maire rifain du Maroc ? Qu'aux Etats-Unis un président afro-américain a été élu ? Alors qu'en France on ne trouve rien de comparable malgré les prétentions à l'universalisme.

Certes on a l'égalité des droits mais les inégalités réelles n'ont jamais été aussi importantes qu'aujourd'hui.

Certes les discriminations racistes sont condamnées pourtant le racisme est bien présent, plus que jamais. Y compris des discriminations venant du sein même de l'Etat.

Certes la laïcité implique la liberté de conscience pour les individus. Pourtant les femmes avec foulard sont discriminées et n'ont pas à avoir de fonctions politiques selon une bonne partie des partis politiques de la gauche à l'extrême droite. Et ce malgré des décisions du Conseil d'Etat. Alors que la laïcité est un principe juridique, on en fait une religion civique, un projet de société comme le dit le maire PS d'une grande ville. Autre exemple : la Fédération des centres sociaux avait organisé en octobre 2019 une rencontre de 130 jeunes sur le thème « Religions et laïcité ». Les jeunes y ont exprimé leurs interrogations sur « *la laïcité à la française* » et exposé les humiliations et discriminations subies. Dialogue impossible avec la ministre présente, Sarah El Haïry, qui décide de déclencher un contrôle de la Fédération des centres sociaux. C'était pourtant une rencontre mixte à tous points de vue...

Être égaux en droit est nécessaire mais en rester là est totalement insatisfaisant en tout cas pour ceux qui subissent au plus fort ces inégalités et discriminations y compris avec des spécificités telles que les contrôles au faciès... La lutte contre cette situation devrait être menée avec les forces sociales les plus larges possibles, c'est souhaitable dans son principe mais aussi pour remporter des succès. Encore faut-il qu'il y ait une volonté de lutte commune, sans chercher à étouffer les revendications spécifiques au nom des seules revendications « unifiant » toutes les catégories populaires. Et c'est là qu'il y a un problème.

Un exemple. La loi Sécurité Globale (LSG) a suscité une forte opposition avec des actions de rue, rassemblements, manifestations. Ce ne fut pas le cas de la loi ex-séparatisme, ignorée même par certains collectifs contre la LSG.

Le vote des députés de gauche, en première lecture, confirme cette réticence à lutter contre la loi séparatisme : 6 députés du PCF se sont abstenus (vs 5 qui ont voté contre). Le PS s'est abstenu dans sa totalité moins un contre et la FI a entièrement voté contre.

Certaines déclarations signées d'associations importantes contre la loi ex-séparatisme mentionnent les atteintes aux libertés associatives et omettent de signaler qu'elle vise particulièrement les

citoyens musulmans. Alors que son nom initial visait le séparatisme islamiste. Et le gouvernement poursuit son offensive en demandant aux imams de s'engager dans leur prêche à soutenir le droit de deux hommes ou de deux femmes de se marier entre eux ou elles. Mais à gauche certains ne sont pas choqués sans vouloir admettre qu'on ne demande pas aux curés de faire le même prêche ou de défendre l'IVG. Ni de demander aux juifs de cesser de remercier Dieu de les avoir faits hommes. Mais c'est bien connu, les musulmans ce n'est pas pareils... Racisme d'héritage colonial ? Cela y ressemble drôlement.

Rien de plus simple que de rejeter une revendication spécifique : il suffit de la qualifier de communautariste et maintenant de séparatiste. Mais qui organise le séparatisme ? Les quartiers ghettos ? Les écoles où se concentrent les descendants des travailleurs immigrés ex-coloniaux ? Que dire des taux de chômage dans ces quartiers ? Parler de communautarisme dans ces conditions confine à la provocation ou au moins à de la mauvaise foi. C'est au contraire en refusant d'être à leurs côtés qu'on nourrit le communautarisme, qu'on renforce le poids des intégristes (« *on vous l'avez dit, les Français ne veulent pas de vous* »).

Comment mener un combat commun lorsque les revendications spécifiques sont tout simplement rejetées ?

La lutte de classe ne se résume ni ne se réduit à la lutte sur le plan économique. La lutte contre les formes d'oppression de genre ou contre le racisme font partie de la lutte de classe. Ce sont des luttes d'émancipation. L'unité des classes populaires ne peut se faire si on ignore ces problèmes, si on ignore le poids du racisme ou du patriarcat, du sexisme, y compris dans les milieux populaires. « *Dans la famille, l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du prolétariat.* » (Engels).

Quand ces problèmes ne sont pas pris en charge, des organisations autonomes se créent inévitablement et des luttes autonomes se mènent. Bien sûr on souhaite que tout le monde soit dans le combat dans l'unité la plus large, mais c'est bien le Comité justice pour Adama Traoré qui a impulsé le vaste mouvement contre les violences policières et le racisme. De même sans la mobilisation d'associations spécifiques sur le terrain du féminisme les avancées n'auraient pas été aussi décisifs sur l'IVG, la contraception... Faut-il rappeler la manière dont était organisée la fête des mères à la fin des années 70 dans nombre d'entreprises ?

Tant que ces questions ne sont pas pleinement assumées dans l'unité la plus large, sans les conditionner par une "unité de classe" fantasmée, qu'il ne faudrait pas diviser, les organisations spécifiques seront non seulement nécessaires mais autonomes et motrices. Quand admettrons-nous que la classe ouvrière en France, que le peuple français a des d'origines nationales très diverses ? L'unité ne se fait pas dans l'abstrait mais en prenant en compte les problèmes réels, vécus. Et si ces organisations, ou d'autres, ont besoin d'avoir des réunions non-mixtes pour définir leurs objectifs, comprendre leur vécu, c'est leur affaire. Ce qui ne veut pas dire que tout ce qu'elles font est d'emblée positif. Comme toute organisation elles peuvent se tromper, l'autonomie n'empêche pas l'erreur ni le débat.

L'émiettement des luttes ne vient pas forcément de la prise en compte des spécificités. Il peut tout autant venir du refus de leur prise en compte obligeant chacun à mener sa bataille.

Robert Kissous, Montpellier (34)